



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
6 janvier 2010
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-quatrième session
Point 14 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et sur le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-cinquième année**

**Lettres identiques datées du 29 décembre 2009,
adressées au Secrétaire général et au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre, transmettant les déclarations du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie sur les prétendus accords énergétiques conclus entre la Fédération de Russie et le régime fantoche d'Abkhazie et le refus de laisser pénétrer le Programme alimentaire mondial sur le territoire géorgien occupé (voir annexes I et II) et ses annexes comme document de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale au titre du point 14 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Shalva Tsiskarashvili



**Annexe I aux lettres identiques datées du 29 décembre 2009
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission
permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Un accord avec la société russe Rosneft et la « société d'État » abkhaze Abkhaztop, assorti d'un accord entre le Ministère de l'économie du régime fantoche et la société RN-Abkhazia, a été signé le 24 décembre 2009. En vertu desdits accords, la Fédération de Russie se voyait octroyer le droit d'entamer des travaux de recherche sur le plateau continental en mer Noire, au large de Gudauta (Géorgie).

Il convient de souligner que la décision de la Fédération de Russie d'effectuer des travaux de recherche et d'exploration dans les eaux territoriales géorgiennes, afin d'exploiter et de mettre en valeur ses réserves de pétrole et de gaz, constitue une violation manifeste et flagrante des normes du droit international ainsi que de la législation géorgienne, notamment de la loi sur les territoires géorgiens occupés et de la loi géorgienne sur le pétrole et le gaz.

En vertu de la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer, la Géorgie, État côtier, a juridiction et exerce des droits souverains sur le plateau continental et la zone économique exclusive pour des activités économiques et de recherche et l'exploitation des ressources naturelles. Ces droits sont exclusifs en ce sens que si l'État côtier ne mène pas d'activité d'exploration sur le plateau continental ou n'exploite pas ses ressources naturelles, nul ne peut se livrer à ces activités sans son consentement exprès.

La loi sur les territoires géorgiens occupés impose des restrictions aux activités commerciales dans les territoires occupés, y compris dans les zones marines. En outre, le Code des infractions administratives et le Code pénal géorgiens prévoient que les responsables de violation des lois nationales sur le plateau continental et dans la zone économique exclusive sont appelés à en répondre.

Contrairement à la zone économique exclusive et au plateau continental sur lesquels l'État côtier (la Géorgie) exerce des droits souverains uniquement aux fins de leur mise en valeur économique, les eaux territoriales et les eaux intérieures constituent la zone marine de la Géorgie, sur laquelle elle exerce sa pleine souveraineté. Le seul droit que les pays autres que l'État côtier puissent exercer dans les eaux territoriales de la Géorgie est celui du passage inoffensif.

En outre, la loi géorgienne sur le pétrole et le gaz dispose que les ressources pétrolières et gazières du sous-sol géorgien sont la propriété de l'État et que la Géorgie exerce sur elles un droit exclusif et souverain d'exploration et d'exploitation sur son sol et son plateau continental. Elle définit dans le détail les modalités d'octroi par voie d'adjudication de licences d'exploitation desdites ressources, qui sont régies par un organisme spécialisé.

Ces derniers agissements de la Fédération de Russie ont une fois de plus démontré que depuis l'agression qu'elle a commise en août 2008 et l'occupation des territoires géorgiens qui s'en est suivie, ses forces d'occupation exercent une main mise de fait sur les régions géorgiennes de l'Abkhazie et de Tskhinvali.

Depuis lors, la Fédération de Russie ne cesse de violer gravement les normes et principes fondamentaux du droit international ainsi que les obligations

internationales bilatérales et multilatérales qui lui incombent et, entre autres, la quasi-totalité des dispositions de l'accord de cessez-le-feu signé le 12 août 2008.

Voyant dans les derniers agissements de la Fédération de Russie un prolongement de l'annexion, le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie proteste vivement et déclare que la partie géorgienne entend utiliser tous les moyens légaux à sa disposition pour protéger les droits souverains de la Géorgie et faire cesser les actes de piraterie de la partie russe.

Le 25 décembre 2009

**Annexe II aux lettres identiques datées du 29 décembre 2009
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission
permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères de Géorgie
sur le refus de laisser pénétrer le Programme alimentaire
mondial à Perevi**

Le 28 décembre 2009, la partie russe a encore une fois commis une violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008 stipulant que les activités humanitaires internationales doivent être menées sans entrave sur les territoires géorgiens occupés. Des membres du Service de sécurité fédéral russe ont notamment empêché un camion d'entrer dans le village de Perevi (district de Sachkhere) pour ravitailler la population locale, d'environ 1 000 habitants, en denrées alimentaires de base (huile, farine, beurre, etc.).

Malgré les tentatives répétées des représentants des Nations Unies, ils n'ont pas pu pénétrer dans les territoires occupés. L'aide humanitaire n'a donc pu être distribuée qu'aux seuls habitants du territoire contrôlé par la partie géorgienne. Ce fait indique clairement que Moscou persiste dans sa tendance à politiser les questions humanitaires, notamment en exigeant des organisations internationales accréditées auprès de la Géorgie qu'elles demandent au régime fantoche de Tskhinvali, aux ordres du Kremlin, des permis d'entrée dans les territoires occupés.

La partie géorgienne exprime sa profonde inquiétude, ces agissements menaçant directement les intérêts légitimes des membres de la population résidant dans les territoires occupés et constituant une grave violation de leurs droits fondamentaux.

La persistance de ces actes et d'autres actes analogues perpétrés de longue date fait que la Géorgie et la communauté internationale sont de plus en plus convaincues que la Fédération de Russie n'est pas à même d'agir dans le cadre de la légalité et qu'elle est, comme partenaire, entièrement dépourvue de fiabilité.

Le 29 décembre 2009
